

Montage du projet

Durée : 3 ans (2023 – 2026)

Portage politique :
En France :

SDEA : Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace Moselle

Au Cameroun :

SYCOMI : Syndicat des communes du département du Mbam-et-Inoubou

SYNCOLEK : Syndicat des communes du département de la Lékéié.

Partenaires techniques, institutionnels et financiers :

ENGEES : Ecole nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg

MINDLEVEL : Ministère de la Décentralisation et du Développement local

MINEE : Ministère de l'Eau et de l'Energie

FEICOM : Fonds spécial d'équipement et d'intervention intercommunal

CVUC : Communes et villes unies du Cameroun

AFD : Agence française de développement

AERM : Agence de l'eau Rhin-Meuse

Mise en œuvre :

GESCOD, SYCOMI, SYNCOLEK

Budget du projet : 1 935 120 €

- AFD : 1 220 000 €
- AERM : 301 400 € (dont 2 450 € de valorisation)
- SDEA : 105 000 € (dont 45 000 € de valorisation)
- SYCOMI : 67 550 € (valorisation)
- SYNCOLEK : 56 370 € (valorisation)
- CUE (usagers) : 144 000 € (valorisation)
- ENGEES : 40 800 € (valorisation)

Carte d'identité

- Mbam-et-Inoubou :

- 7 125 km²
- 150 000 habitants ruraux
- 9 communes (chef-lieu : Bafia)

- Lékéié :

- 3 000 km²
- 324 000 habitants ruraux
- 9 communes (chef-lieu : Monatélé)



PARTENARIAT

ENTRE

LE SYNDICAT DES EAUX ET DE L'ASSAINISSEMENT ALSACE-MOSELLE,
LE SYNDICAT DES COMMUNES DU MBAM-ET-INOUBOU

&

LE SYNDICAT DES COMMUNES DE LA LÉKIÉ



Les syndicats, autorités organisatrices du service public d'approvisionnement en eau des populations rurales

Service Public Intercommunal de l'Eau

INTERC'Eau

Avec le soutien et la participation de :



Publication réalisée par Gescod, en juin 2023. © Crédits photos : Gescod

Au Cameroun

Nouvelle route Bastos
Face Ambassade d'Allemagne
BP 4280
Tél. +237 698 17 51 58
cameroun@gescod.org

www.gescod.org

Gescod en France

Siège : Espace Nord-Sud
17, rue de Boston
67000 Strasbourg
Tél. +33 3 88 45 59 89
gescod@gescod.org



Suivi et coordonné par :



Contexte et origine du projet

Les syndicats des communes de la Lékié (Syncolek) et du Mbam et Inoubou (Sycomi) sont les principales références réussies en matière de gestion intercommunale du service public de l'eau en milieu rural camerounais. Ce modèle a fait ses preuves, mais il est aujourd'hui confronté à de nombreux défis entravant les capacités des syndicats à remplir efficacement leurs missions sur le terrain (modèle économique, gouvernance, participation citoyenne, ...).

Partenaires des premiers jours (2005), le Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace Moselle (SDEA - France) et les deux syndicats camerounais ont réfléchi ensemble à un programme d'actions stratégiques qui leur permette de retrouver leurs capacités d'actions et à accroître leur niveau de performance en tant qu'autorités organisatrices du service public de l'eau : **le projet INTERC'Eau**. Il est financé dans le cadre du guichet "Facilité de Financement des Collectivités" de l'AFD.

Objectifs

Contribuer à un accès à eau durable et de qualité au bénéfice des populations rurales en :

- Renforçant les capacités des élus à organiser le service public

- Associant l'utilisateur à la gestion du service
- Augmentant le taux d'accès à l'eau
- Contribuant à l'émergence d'un dispositif national d'appui à l'intercommunalité

Groupes-cibles et bénéficiaires

- Elus des conseils syndicaux (54) et personnels syndicaux (19)
- Ministères et structures d'appui aux collectivités
- **475 000** habitants ruraux des deux départements, usagers du service public

Les activités du projet

OUTILLER LES ELUS AUTOUR DE LA GOUVERNANCE SYNDICALE

- Réalisation d'études permettant de documenter les conditions de l'équilibre financier du service
- Elaboration d'un document de stratégie sectorielle pour chaque syndicat
- Renforcement des compétences des élus et des cadres sur le management des établissements publics (formation, échanges)
- Promotion de la concertation et diffusion d'informations entre les acteurs départementaux de l'eau

PROMOUVOIR LA PARTICIPATION DES USAGERS A LA GESTION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU

- Sensibilisation et information des usagers aux missions assurées par les syndicats
- Organisation des usagers en associations et formation de leurs membres aux missions d'appui
- à la gestion du service public
- Promotion des échanges entre les usagers, les autorités locales et les syndicats au niveau communal

AMELIORER LE TAUX D'ACCES A L'EAU DE BONNE QUALITÉ

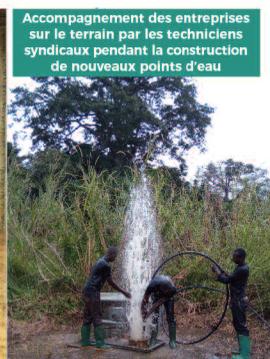
- Recensement et caractérisation de l'ensemble des points d'eau
- Réparation - entretien
- réhabilitation de points d'eau
- Test d'une méthode simple de suivi de la qualité de l'eau

CONTRIBUER A L'EMERGENCE D'UN DISPOSITIF NATIONAL D'APPUI A L'INTERCOMMUNALITÉ

- Accompagnement à la réflexion de structures nationales concernées par le secteur
- Organisation de missions d'études
- en France et au Cameroun
- Elaboration et diffusion d'outils de communication et de capitalisation

Principaux résultats attendus

- Les conditions nécessaires à un bon fonctionnement des syndicats sont réunies sur les aspects "finance" et "gouvernance"
- 240 Comités d'usagers de l'eau par département sont créés et suivis, leurs membres formés, et contribuent à l'équilibre budgétaire du syndicat
- 80 points d'eau par département sont remis en service et entretenus
- Un Comité départemental de l'eau est organisé annuellement dans chaque département
- Un Comité communal de l'eau est organisé annuellement dans chaque commune membre des syndicats
- L'Etat dispose des outils et méthodes pour diffuser l'expérience intercommunale à l'échelon national



3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE



6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT



8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE



11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES



12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES



15 VIE TERRESTRE



17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE